

La Lettre du Député



Patrick Le Hyaric

Novembre - Décembre 2009

Député au Parlement Européen

Vice Président du Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique

A votre service



Voilà six mois que le nouveau Parlement européen est en place.

Conformément au mandat sur lequel j'ai été élu à la tête de la liste « Front de gauche », je me fais le relais des préoccupations populaires, sociales, démocratiques, écologiques en commission comme en séance plénière. C'est d'ailleurs le sens de l'activité de notre groupe confédéral de la Gauche Unitaire/Verte, nordique, qui comprend 35 membres dont les élus du Front de Gauche français.

Le Parlement européen examine de nombreux textes qui concernent votre vie quotidienne. Nous vous en informerons en permanence afin que vous puissiez réagir et que nous puissions agir ensemble, dans l'espace public, avec les associations, les syndicats, les mouvements citoyens et culturels et les porter dans l'enceinte parlementaire. Dans les prochaines semaines viendront, par exemple, en débat des directives sur le congé maternité ou sur le temps de travail des chauffeurs routiers.

Depuis les élections, le traité de Lisbonne a été adopté de force, sans tenir compte de l'opinion des peuples. C'est donc ce traité qui régit désormais les choix européens. Tout en continuant à combattre ses orientations fondamentales, nous défendons l'idée d'un autre traité européen progressiste, social, solidaire, démocratique, pacifique, écologique et nous utiliserons nos droits pour obtenir, avec d'autres forces progressistes dans le Parlement européen, des dispositions plus favorables aux peuples et pour créer les conditions de transformations radicales de la construction européenne.

Cette lettre, ainsi que mon site, ont pour objectif d'être en lien avec vous, de vous donner des informations et de recevoir vos avis et propositions.

Un seul souci m'anime dans ce mandat de député : être à votre service et au service de l'intérêt général.

A bientôt,

Patrick Le Hyaric

DES AIDES PUBLIQUES CONDITIONNEES A L'EMPLOI ET AUX SALAIRES

Le 11 novembre 2009 à Bruxelles, je suis intervenu en séance plénière dans un débat sur les aides publiques.

La plupart des économistes indiquent désormais que la crise est due pour une grande part au transfert des richesses créées par le travail vers le capital, vers les profits.

Et en général on s'accorde aussi pour dire que ce sont dans les pays où on a maintenu des systèmes de protection sociale, de services publics, que les populations ont "relativement moins" souffert de la crise.

Or le problème, c'est la nature des conditions fixées pour octroyer les aides de l'Union européenne, et celles du Fonds Monétaire International. Elles ne peuvent pas être conditionnées à l'affectation de plans d'ajustement structurels réduisant les dépenses sociales, de formation, privatisant les secteurs publics, y compris les services sociaux d'intérêt général. C'est cela qui est inefficace. Tout ceci ne fera qu'aggraver la crise, le chômage, la pauvreté, alors que nous entrons dans l'année européenne de lutte contre la misère et la pauvreté. Voilà pourquoi il faut inverser les critères de conditionnalité en faveur des salariés et de l'emploi.

HALTE A LA MARCHANDISATION DE LA CULTURE PAR GOOGLE

Le 26 novembre a eu lieu au Parlement européen un débat sur le projet Google-Books de numérisation des bibliothèques. En numérisant massivement des œuvres aux Etats-Unis sans tenir compte des droits d'auteurs, Google a fait un coup de force. Dans ce contexte, l'Europe doit impulser une coopération internationale pour l'accès à la culture et la protection des droits d'auteur.

Au cours du débat, j'ai exprimé mes inquiétudes face à cette marchandisation de la culture et j'ai proposé la mise en place d'une conférence stratégique européenne associant Etats, institutions européennes, syndicats d'auteurs et bibliothèques afin d'élaborer un vrai modèle public de numérisation pour un réel partage de la culture dans le respect des droits d'auteurs et de la diversité culturelle.

LA COLERE DU LAIT

Voici les propositions que j'ai formulées pour la filière laitière auprès de la commission européenne :

- La création d'un fonds européen spécial pour l'aide à la production laitière ;
- La fixation immédiate d'un prix minimum intra européen qu'industries et centrales d'achat seraient contraintes de respecter sans augmentation de prix pour les consommateurs ;
- Le blocage des quotas nationaux de production et l'arrêt des importations extra-européennes abusives.

La Commission n'a pas semblé entendre. Il faudra continuer l'action la plus unie possible. Nous la relayons partout.

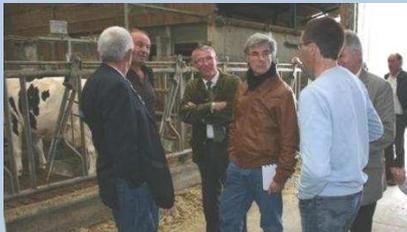
NON A L'AUGMENTATION DU TEMPS DE TRAVAIL DES ROUTIERS

La commission « emploi et affaires sociales » du Parlement Européen examine un projet de directive ouvrant la possibilité d'augmenter jusqu'à 86 h par semaine le temps de travail des chauffeurs routiers.

La mobilisation des chauffeurs routiers est un bon point d'appui pour faire échec à cette mesure antisociale.

A LA RENCONTRE DES AGRICULTEURS

Face à la crise sans précédent du secteur agricole, les rencontres avec les producteurs se placent sous le signe de l'urgence et de la volonté de se battre.



Dans le Lot et Garonne, en Bretagne et en Auvergne avec les élus locaux et régionaux, mes rencontres avec les agriculteurs et leurs représentants furent l'occasion d'échanger sur les propositions que nous mettons en débat au niveau européen sur la question des prix à la production, du rôle régulateur de l'Europe ou de la sauvegarde de la production.

A quelques mois, de la renégociation de la PAC, nous avons besoin d'un grand débat démocratique sur l'avenir de cette filière qui est un enjeu de civilisation.

FRET FERROVIAIRE, AUX COTES DES SALARIES POUR L'EFFICACITE

5 000 cheminots venus de toute la France ont participé à l'inauguration par Didier Le Reste, secrétaire de la CGT, d'une plaque dans l'enceinte du triage du Bourget déclarant le fret « d'utilité publique pour le développement durable ». A cette occasion, j'ai poussé pour une impulsion européenne pour le développement de cet outil efficace, écologique et sûr.

Nous avons, avec Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, Patrick Braouezec et Eliane Assassi, parlementaires de la Seine-Saint-Denis, apporté tout notre soutien à la défense et à la promotion du fret comme un outil d'avenir.

Un observatoire social et environnemental des transports a enfin été mis en place, pour faire prendre des dispositions européennes en faveur d'un véritable développement durable et solidaire.



Nous porterons de la même manière au sommet de Copenhague les exigences d'actions en faveur d'un développement de l'ensemble du transport public des usagers comme des marchandises.



LIBERTE POUR SALAH HAMOURI !

Salah Hamouri, jeune étudiant Franco-Palestinien, est emprisonné en Israël depuis quatre ans pour délit d'opinion, jugé par un tribunal militaire sur un dossier complètement vide.

J'ai interpellé le Président de la République et le Premier Ministre pour leur demander d'intervenir pour sa libération.

Elus et militants des droits de l'homme, nous participons activement à la mobilisation pour le faire libérer au plus vite. Dans un courrier qu'il m'a adressé depuis sa prison, Salah a écrit : *« Personnellement, je ne saurais jamais assez vous remercier pour toutes les lettres et messages de soutien. »*

Intensifions la campagne jusqu'à sa libération !

Travailleurs de Plus-Net : la victoire après 361 jours de combat collectif



Après 361 jours de grève, les travailleurs sans papiers de Plus - Net de Montreuil ont fini par être régularisés.

Avec les salariés H & M du Bourget

Je me suis rendu le 3 novembre auprès des salariés de l'entreprise H&M, installée sur la zone industrielle du Bourget en Seine-Saint-Denis. Le groupe H&M est une grande société européenne, à base suédoise, spécialisée dans le textile et l'habillement. Il emploie 282 salariés sur le site du Bourget et près de 300 intérimaires, pour des activités de logistique.



Nous sommes là face à un cas typique de mépris des salariés et de traitement de ceux-ci comme d'une simple force de travail dont le prix doit être ajustable selon les besoins des grands groupes. Ainsi, H&M vient de décider de se créer lui-même sa propre filiale logistique, séparée de l'entité H&M France et crée la société « GBC H&M logistique », reliée à H&M Belgique.

Les salariés du site du Bourget sont donc intégrés dans cette nouvelle société « GBC H&M logistique ». Mais l'immobilier, comme le matériel de transport, restent la propriété du groupe H&M. Ces salariés qui, jusque là, étaient régis par la convention collective du secteur « habillement textile », passent arbitrairement sous la convention collective « transport et logistique », du jour au lendemain, alors qu'ils effectuent le même travail.

Dans ses statuts, la nouvelle société « GBC H&M logistique » précise qu'elle n'a aucun lien capitalistique avec la maison mère suédoise. On peut donc craindre que les droits sociaux des salariés soient abaissés rapidement. Les conditions sont ainsi réunies pour fermer à terme le site du Bourget, créant ainsi 600 chômeurs de plus dans ce bassin d'emplois déjà durement touché par le chômage et la mal vie.

La presse belge fait état de la construction d'une grande plateforme logistique H&M pour l'ensemble de l'Europe du sud. Celle-ci emploierait entre 600 et 900 salariés et bénéficierait surtout de fonds publics du gouvernement belge et de crédits européens, au travers des programmes FEDER 2007-2013 « objectif compétitivité régionale et emploi ».

L'inspecteur du travail s'est lui-même ému, dans un courrier en date du 29 octobre 2009, des conséquences de cette filialisation sur les futures conditions de travail des salariés et a demandé une expertise conduite sous l'autorité CHSCT.

A la suite de cette rencontre, j'ai interpellé le ministre du travail M. Darcos et le ministre de l'industrie. J'ai également déposé une question écrite, mercredi 4 novembre auprès de la Commission européenne et ré-interpellé le ministre suédois de l'emploi en réunion de la commission le 02 décembre.

POUR LA CONDAMNATION DU COUP D'ETAT AU HONDURAS



Erasto Reyes, syndicaliste et représentant du Front de la Résistance du Honduras, est venu demander au Parlement Européen de condamner le coup d'Etat qui a eu lieu dans son pays.

Notre groupe lui a exprimé sa solidarité absolue.

L'ASSOURDISSANT CRI DE LA FAMINE

La séance plénière du 25 novembre 2009 a notamment été consacrée au débat relatif au sommet mondial de la FAO sur la sécurité alimentaire - Eradiquer la faim de la surface de la terre. J'ai pris la parole pour réclamer un fort soutien à cette Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture ainsi qu'un changement de politique.

Si l'Union européenne voulait jouer un rôle positif dans le monde, si elle voulait faire vivre un nouvel humanisme, elle devrait vraiment entendre l'assourdissant cri de la famine qui parcourt la planète.

On ne cesse de faire, ici et ailleurs, de beaux discours. Mais, franchement, peut-on, nous, ici, avoir la conscience tranquille quand un enfant meurt de faim toutes les cinq secondes? Et s'il en est ainsi, ce n'est pas parce qu'il y aurait des problèmes techniques. C'est le résultat de cette vague d'ultralibéralisme qui submerge le monde aujourd'hui.



Jusque-là, on travaillait la terre pour nourrir les hommes. Aujourd'hui, le système capitaliste fait que la terre et la nourriture sont devenues des marchandises, des objets de spéculation mondiale. Voilà pourquoi il faut radicalement changer de politique, soutenir la FAO et lui donner les moyens d'agir.

Il faudrait des actes, comme vous l'avez dit, Monsieur le Commissaire, et nous demandons des actes. Mais, pour qu'il y ait des actes, l'Union européenne pourrait faire respecter le principe de souveraineté alimentaire pour chaque peuple, aider à mettre en place des systèmes de rémunération du travail paysan par des prix garantis pour chaque pays et chaque continent, respecter et faire respecter les engagements d'aide publique au développement pour les pays du Sud, annuler les dettes des pays pauvres, faire stopper l'achat des terres par les multinationales et les fonds spéculatifs, et reconnaître que l'agriculture et l'alimentation ne peuvent relever des grands marchandages de l'Organisation mondiale du commerce.

Il faut entendre ce cri de la famine et agir en conséquence. Cela grandirait l'Europe, et c'est urgent !

Patrick Le Hyaric
Député au Parlement Européen

Vice Président du Groupe confédéral
de la Gauche unitaire
européenne/Gauche verte nordique

Membre

de la Commission de l'emploi
et des affaires sociales

de la Délégation pour les relations
avec le Conseil législatif palestinien

de la Délégation à l'Assemblée
parlementaire euro-
méditerranéenne

Membre suppléant

de la Commission de l'agriculture et
du développement rural

de la Commission spéciale
sur la crise financière, économique
et sociale

Pour me contacter

patricklehyaric@yahoo.fr



A Bruxelles :

Tél : +32 (0)2 28 45656

Courrier : **Parlement européen**

Bât. Altiero Spinelli 07F158

60, rue Wiertz / Wiertzstraat 60

B-1047 Bruxelles/Brussel

Courriel :

patrick.lehyaric@europarl.europa.eu

En Ile de France :

Tél : 01 49 22 72 76

Courrier : 164 rue Ambroise Croizat

93528 Saint-Denis Cedex

Courriel :

assistant.patrick.lehyaric@hotmail.fr



<http://patricklehyaric.net>